

« *Nous devons affronter les causes principales de l'émigration : la pauvreté et le manque d'opportunités* »

## **Selon Intermón Oxfam, toute solution concernant l'immigration illégale centrée sur les aspects policiers sera toujours temporaire.**

**ENTRETIEN** avec *Véronique Andrieux* par *Lurdes Vidal*

**E**n Mauritanie, Intermón Oxfam travaille avec des organisations comme l'Association Mauritanienne d'Auto Développement (AMAD) pour soutenir des projets qui garantissent la sécurité alimentaire et augmentent les revenus de la population rurale, notamment des femmes. Ces projets permettent aussi d'offrir aux communautés des outils pour combattre les situations d'urgence dans la région du Sahel.

Véronique Andrieux Araujo est coordinatrice régionale pour le Maghreb et l'Afrique de l'Ouest à Intermón Oxfam.

**AFKAR/IDEEES :** *Dans les grandes lignes, quel est le travail de Intermón-Oxfam en Mauritanie ?*

**VERONIQUE ANDRIEUX :** Intermón Oxfam travaille en Mauritanie depuis 1996 à travers des programmes de développement rural et d'appui aux organisations de femmes dans les villes. Parmi nos objectifs essentiels nous voulons améliorer les moyens de vie, la sécurité alimentaire et accroître les revenus et l'auto-emploi. De plus, dans le cadre de la nouvelle conjoncture politique, nous contribuons au processus de renforcement de la société civile, pour qu'elle agisse comme un acteur de changement ; à la promotion d'une gestion transparente et équitative des ressources pétrolières et des industries d'extraction en général, et de l'investissement pro-développement des bénéfices générés.

**A/1 :** *Etant donné que vous connaissez bien la situation dans le pays, quels sont les principaux problèmes, selon vous, dont souffre la Mauritanie ?*

**V.A. :** Selon notre point de vue, les principaux problèmes dans le pays sont l'insécurité alimentaire, le chômage et l'instabilité des revenus, les niveaux de pauvreté, qui touchent plus de 50 % de la population, le processus de construction de l'unité et l'identité nationale – qui doit encore résoudre les dettes historiques – et la faiblesse des structures démocratiques. Aujourd'hui, la Mauritanie vit une période de transition, avec un gouvernement provisoire qui s'efforce de mener à bien une bonne gouvernance économique et de mettre en route un processus électoral.

**A/1 :** *Comment évaluez-vous l'attitude des autorités gouvernementales mauritaniennes par rapport au travail que vous faites ?*

**V.A. :** Notre évaluation est positive. Par exemple, dans la zone du fleuve Sénégal, les organisations avec lesquelles nous travaillons sur les questions de sécurité alimentaire et de situations d'urgence sont appuyées par les autorités locales, et nous invitent à participer dans des ateliers de définition de stratégies, de planification ou de coordination dans d'autres domaines. Il en est ainsi pour d'autres acteurs aussi, comme l'Agence espagnole de coopération internationale et d'autres ONG avec

lesquelles nous coïncidons dans les mêmes zones de travail.

**A/1 :** *En tant qu'organisation qui travaille sur le terrain, quelles sont les conséquences les plus importantes que vous pouvez souligner de cette nouvelle route d'émigration subsaharienne vers l'Europe à travers la Mauritanie ?*

**V.A. :** Il s'est produit une affluence massive d'immigrés « sans papiers » qui rencontrent des problèmes d'accès aux services essentiels et qui affrontent des situations de marginalisation et de discrimination. Les autorités ne sont pas dotées des capacités nécessaires pour accueillir et gérer cette population et pour leur offrir les conditions essentielles.

Cette situation a favorisé l'apparition de bandes de « passeurs » et la création de circuits de passage, ainsi que le développement d'un marché illégal à la hausse. De ce fait, dans certaines zones, les pêcheurs ont choisi de louer leurs barques et ont cessé leurs activités.

Renforcer la surveillance et le contrôle entraîne des problèmes quand à la libre circulation sur les points de passage qui existaient entre la Mauritanie et ses pays voisins (tout le monde rentre dans le même sac), avec le risque conséquent de provoquer des effets négatifs sur les intérêts économiques ou sociaux qui existent entre la population des deux côtés des frontières.

**A/1 :** *Tenant compte du cas du Maroc (cas de référence), pays avec lequel*

## 7 Limiter la libre circulation entre la Mauritanie et ses voisins peut nuire aux intérêts économiques du pays



Intermón Oxfam

**Intermón Oxfam met en oeuvre des projets de production et de commercialisation (sécurité alimentaire et génération de revenus) avec des coopératives de femmes et d'hommes dans la zone du fleuve Sénégal - Brakna - avec la contrepartie AMAD./INTERMON OXFAM**

*une étroite collaboration policière, judiciaire, avec des accords de réadmission, et l'implantation de systèmes de contrôle et de surveillance ont été établis, considérez-vous que cette expérience est applicable dans le contexte mauritanien ?*

**v.a. :** Les mesures adoptées par le gouvernement mauritanien, con-

cernant le renforcement de la surveillance et l'attention aux émigrés et la décision de livrer aux ambassades, pour leur rapatriement, les immigrants recueillis sur ses côtes, semblent indiquer qu'il est probable que la Mauritanie s'oriente vers une application de l'expérience marocaine. Cela a provoqué l'apparition d'autres lieux de passage dans le pays ou

au Sénégal, par exemple Saint Louis et Dakar.

Dans ce sens, nous devons insister sur le fait que toute solution centrée sur les aspects policiers est une solution temporaire. Nous devons affronter les causes principales de l'émigration, qui ne sont autres que la pauvreté et le manque d'opportunités. ■